

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

BPCE ENERGECO

Société Anonyme au capital de 8 320 000 €
Siège social : 7 Promenade Germaine Sablon - 75013 Paris
322 828 484 RCS Paris

Comptes annuels au 31 décembre 2024

Approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire du 22/05/2025

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société BPCE ENERGECO relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion**Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance, prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires, à l'exception du point ci-dessous.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : Comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225-37-4 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**Objectif et démarche d'audit**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 7 mai 2025

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit
Antoine PRIOLLAUD

Deloitte & Associés
Marjorie BLANCLOURME

1 Bilan

ACTIF

<i>En milliers d'euros</i>	<i>Notes</i>	31/12/2024	31/12/2023
Caisses, banques centrales		-	-
Effets publics et valeurs assimilés		-	-
Créances sur les établissements de crédit	1.G/1.E	181 408	86 167
Opérations avec la clientèle	1.A/1.E	1 183 091	1 125 789
Obligations et autres titres à revenu fixe		-	-
Actions et autres titres à revenu variable		-	-
Participations et autres titres détenus à long terme		-	-
Parts dans les entreprises liées		-	-
Opérations de crédit-bail et de locations simples	1.B/1.C	95 846	30 262
Immobilisations incorporelles		-	-
Immobilisations corporelles		-	-
Autres Actifs	1.H	3 324	114
Comptes de régularisation	1.I	1 580	2 302
TOTAL DE L'ACTIF		1 465 250	1 244 634

Hors bilan

<i>En milliers d'euros</i>		31/12/2024	31/12/2023
Engagements donnés		871 004	812 686
Engagements de financement	2.B	556 022	449 848
Engagements de garantie		-	-
Engagements sur titres		-	-
Engagements sur instruments financier a terme	2.A	314 982	362 838

PASSIF

<i>En milliers d'euros</i>		31/12/2024	31/12/2023
Banques centrales			-
Dettes envers les établissements de crédit	1.J/1.G	1 352 068	1 141 511
Opérations avec la clientèle		-	-
Dettes représentées par un titre		-	-
Autres passifs	1.L	92 903	79 570
Comptes de régularisation	1.M	1 382	1 944
Provisions	1.K	1 000	1 000
Dettes subordonnées		-	-
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)		-	-
Capitaux propres hors FRBG		17 897	20 609
Capital souscrit	1.N	8 320	8 320
Primes d'émission	1.N	1 874	1 874
Réserves	1.N	942	942
Ecart de réévaluation		-	-
Provisions réglementées et subventions d'investissement		-	-
Report à nouveau	1.N	9	3
Résultat de l'exercice (+/-)	1.N	6 752	9 470
TOTAL DU PASSIF		1 465 250	1 244 634

Hors bilan

<i>En milliers d'euros</i>		31/12/2024	31/12/2023
Engagements reçus		354 178	387 881
Engagements de financement	2.B	0	0
Engagements de garantie	2.C	354 178	387 881
Engagements sur titres	2.A	0	0

2 Compte de résultat

<i>En milliers d'euros</i>		Exercice 2024	Exercice 2023
Intérêts et produits assimilés	3.A	72 794	61 169
Intérêts et charges assimilés	3.A	- 56 935	- 44 706
Produits sur opérations de crédit bail et de location simple	3.B	7 120	9 022
Charges sur opérations de crédit bail et de location simple	3.B	- 3 904	- 4 789
Revenus des titres à revenu variable		-	-
Commissions (produits)	3.D	823	987
Commissions (charges)	3.D	- 5	- 2
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation		-	-
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés		-	-
Autres produits d'exploitation bancaire	3.E	0	17
Autres charges d'exploitation bancaire		-	-
Produit net bancaire		19 893	21 699
Charges générales d'exploitation	3.F	- 8 553	- 8 115
Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles		-	-
Résultat brut d'exploitation		11 340	13 585
Coût du risque	3.G	- 1 933	- 1 259
Résultat d'exploitation		9 408	12 325
Gains ou pertes sur actif immobilisés		-	-
Résultat courant avant impôt		9 408	12 325
Résultat exceptionnel		-	-
Impôt sur les bénéfices	3.H	- 2 656	- 2 855
Dotations / reprises de FRBG et provisions réglementées		-	-
RESULTAT NET		6 752	9 470

NOTES ANNEXES AUX COMPTES ANNUELS

Exercice 2024

I - Cadre général

a) Cadre juridique et financier

BPCE ENERGECO est une société financière constituée sous forme de société anonyme spécialisée dans le financement des économies d'énergie et des ouvrages et équipements publics dont le statut et le fonctionnement sont régis par les dispositions du code monétaire et financier et par l'article 30 de la loi n° 80-531 du 15 juillet 1980 modifié par l'ordonnance n° 2011-504 du 9 mai 2011 dans son article 4.

Le capital social de BPCE ENERGECO s'élève à 8 320 milliers d'euros et est composé de 520 000 actions de nominal 16 euros entièrement libérées.

b) Faits caractéristiques de l'exercice

Au cours de l'exercice 2024 la société BPCE ENERGECO, a signé essentiellement des contrats de prêts suite à l'élargissement de son objet social en 2010.

c) Evénements postérieurs à la clôture

Aucun événement significatif remettant en cause la continuité de l'activité n'est intervenu depuis la clôture de l'exercice.

II – Principes et méthodes comptables

NOTE 1 – PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES APPLIQUEES

Les comptes individuels annuels de BPCE ENERGECO sont établis et présentés conformément aux règles définies par BPCE dans le respect du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables corrigé par le règlement n° 2020-10 du 22 décembre 2020.

Les comptes de l'exercice sont présentés sous une forme identique à celle de l'exercice précédent. Les conventions comptables générales ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation ;
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;

- indépendance des exercices ;
- et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels

NOTE 2 – CHANGEMENT DE METHODE COMPTABLE

Aucun changement de méthodes comptables n'a affecté les comptes de l'exercice 2024.

Les autres textes adoptés par l'Autorité des normes comptables et d'application obligatoire en 2024 n'ont pas d'impact significatif sur les comptes individuels de l'établissement.

L'établissement n'anticipe pas l'application des textes adoptés par l'Autorité des normes comptables lorsqu'elle est optionnelle, sauf mention spécifique.

NOTE 3 – METHODES D'EVALUATION

La méthode retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique et tous les postes du bilan sont présentés, le cas échéant, nets d'amortissements, de provisions et de corrections de valeur.

Les comptes individuels annuels de BPCE ENERGECO sont établis et présentés dans le respect du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) spécifique aux établissements du secteur bancaire, complété par le règlement 2014-03 de l'ANC relatif au plan comptable général.

L'avis n° 2006-C du Comité d'urgence du CNC afférant à l'interprétation des dispositions de l'avis n° 2004-15 du 23 juin 2004 du CNC relatif à la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs, excluant dans les comptes individuels « les contrats de location au sens d'IAS 17 » du champ d'application du règlement 2014-03 de l'ANC indique que les règles d'amortissement des immobilisations en vigueur au sein des sociétés de crédit-bail sont maintenues en l'état.

Aucune provision pour grosses réparations au sens du règlement 2014-03 de l'ANC n'a été constituée. En effet, ces provisions ne concerneraient que le patrimoine locatif. Or celui-ci n'ayant pas vocation, dans sa grande majorité, à être conservé par BPCE Energéco, aucun plan pluriannuel de gros entretien n'est défini.

BPCE ENERGECO a comptabilisé, à compter du 01/01/2010, les commissions reçues et les coûts marginaux de transaction selon les dispositions prévues au règlement 2014-07 de l'ANC. La méthode retenue est l'étalement linéaire, sur la durée de vie effective du crédit, des charges et produits soumis au règlement 2014-07 de l'ANC.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

a) Opérations de crédit-bail et de location avec option d'achat

• Crédit-bail et opérations assimilées

L'avis du Comité d'urgence du CNC n° 2006-C dispose que les immobilisations destinées à une activité de crédit-bail mobilier, immobilier, de location avec option d'achat et de location simple sont enregistrées à l'actif du bilan du bailleur. Pour cette catégorie d'actifs, par dérogation aux règles du PCG sur la comptabilisation des actifs, c'est la notion de propriété juridique qui s'applique et non celle de contrôle.

Les immobilisations sont enregistrées pour leur valeur d'entrée et la ventilation des actifs par composants ne s'applique pas chez le bailleur.

En application du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables, les commissions et coûts marginaux de transaction qui font l'objet d'un étalement sur la durée du bail sont intégrés à l'encours concerné.

• Crédit bail " en cours "

La valeur brute des éléments de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des immeubles dans le patrimoine.

• Crédit-bail " en service "

BPCE ENERGECO a opté pour l'amortissement financier des biens loués en crédit bail.

A la mise en service, les immobilisations sont enregistrées pour le montant de l'assiette financière.

L'écart entre la valeur d'acquisition et l'assiette financière est constaté en dettes fournisseurs.

Les contrats sont amortis sur un rythme strictement calqué sur celui de l'amortissement financier. Ce principe a pour conséquence de ne pas faire apparaître de nouvelle réserve latente, sauf en cas de recommercialisation.

Lorsque l'amortissement financier excède l'amortissement comptable, une dépréciation dite " article 57 " est constituée afin de couvrir la moins-value que fera apparaître la cession de l'immeuble à l'issue du contrat.

1. *Crédit-bail secteur « Economies d'énergie »*

Les sociétés qui bénéficient du statut de SOFERGIE ont la faculté d'amortir leurs installations selon le droit commun ou selon le financier, de façon à aligner le plus possible leurs amortissements sur la réalité des contrats.

2. *Crédit-bail secteur « Collectivités locales »*

BPCE ENERGECO a opté pour les amortissements financiers des immobilisations louées sur une durée supérieure ou égale à sept ans. Cette option est irrévocable pour ce type de contrats.

3. *Crédit-bail secteur « Environnement »*

Les amortissements sont pratiqués dans le cadre du régime de droit commun. En application du nouveau régime du Crédit-Bail Immobilier, il est possible de provisionner les moins-values latentes sur les biens immobiliers conformément à l'article 39 quinquies du C.G.I.

• *Réserve latente*

La « Réserve Latente » est formée par l'écart existant entre l'encours financier des contrats de location et de crédit-bail, et la valeur nette comptable des immobilisations rattachées à ces mêmes contrats.

Au 31 décembre 2024, la réserve latente cumulée brute s'élève à 1 266 726 Euros. L'impôt différé à 25.83 % sur la réserve latente représente 327 195 Euros.

• *Dépréciation d'actifs en crédit-bail*

Lorsqu'il existe un risque probable ou certain que l'actif, objet du contrat, demeure à terme notre propriété (option non levée) et présente une valeur comptable supérieure à sa valeur estimée de marché, la moins-value latente correspondante est provisionnée.

Toute résiliation ou résolution de contrat entraîne un examen de la valeur bilancielle et de la valeur vénale du bien, l'écart éventuel constaté pouvant conduire à une dépréciation de la valeur de l'actif.

Les mouvements de dépréciations afférents aux actifs loués en crédit-bail sont inscrits en produit net bancaire.

b) *Crédit bail « temporairement non loués »*

Il s'agit de la rubrique sous laquelle sont reclassés les immeubles dont le contrat a été résilié. A compter de la date de résiliation, les constructions sont amorties selon les règles de droit commun, c'est-à-dire amortissement linéaire sur la durée probable d'utilisation.

Ces immeubles trouvent une nouvelle destination, soit lors d'une cession, soit par la signature d'un bail commercial, soit par la signature d'un nouveau contrat de crédit bail immobilier.

• *Dépréciation sur ITNL (immobilisations issues de contrats résiliés)*

Lorsqu'un immeuble fait l'objet d'un transfert au poste « Immobilisations temporairement non louées », BPCE ENERGECO procède ou fait procéder à une évaluation de cet actif par des experts. Lorsque cette évaluation fait apparaître une valeur inférieure à la valeur nette comptable de l'actif, une dépréciation est comptabilisée.

Annuellement, la totalité de ces immeubles fait l'objet d'une évaluation ligne à ligne en valeurs de marché par expertises externes et accessoirement internes pour les actifs peu significatifs en valeur.

A la fin de l'exercice 2024, le montant cumulé de ces dépréciations est à néant et la valeur nette comptable de ces immobilisations est de 0 Euro.

c) *Clients et comptes rattachés*

• *Créances douteuses*

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

L'identification en encours douteux est effectuée conformément aux dispositions du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables.

Les sommes restées impayées en crédit bail sont reclassées systématiquement en créances douteuses, au plus tard à l'issue d'un délai de 3 mois (9 mois pour les collectivités locales), conformément aux normes du Groupe.

Les sommes restées impayées en gestion locative sont reclassées systématiquement en créances douteuses, au plus tard à l'issue d'un délai de 6 mois.

Un encours douteux compromis est un encours douteux dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lequel un passage en perte à terme est envisagé. Les créances déchues de leur terme, les contrats de crédit-bail résiliés, sont présumés devoir être inscrits en douteux compromis. L'existence de garanties couvrant la quasi-totalité des risques et les conditions d'évolution de la créance douteuse

doivent être prises en considération pour qualifier un encours douteux de compromis et pour quantifier la dépréciation. Un an après sa classification en encours douteux, un encours douteux est présumé être compromis.

- *Dépréciation des créances*

Les créances dont le recouvrement est incertain font l'objet de dépréciations pour pertes avérées couvrant l'ensemble des pertes provisionnelles. Le risque est apprécié créance par créance en tenant compte de la valeur des garanties reçues.

Les indemnités de résiliation facturées afférentes aux contrats de crédit-bail sont intégralement dépréciées.

Les mouvements de dépréciations afférents aux créances douteuses sont inscrits en produit net bancaire pour leur montant total (capital et intérêts).

d) Subventions

BPCE ENERGECO est amenée à percevoir des subventions d'investissement, en sa qualité de propriétaire des immobilisations, auprès de différentes collectivités territoriales. Ces subventions ne constituent pas un produit pour BPCE ENERGECO, mais viennent en diminution de l'assiette financière du crédit-bail.

Traitement comptable :

BPCE ENERGECO enregistre en " autres passifs " à son bilan les subventions qui lui ont été allouées (la contrepartie étant le compte " banque ", ou le compte " subventions à recevoir ").

Lors de la mise en loyers, la subvention est transférée progressivement au compte de résultat au même rythme que les amortissements financiers.

e) Opérations avec les établissements de crédit et la clientèle

- *Créances avec les établissements de crédit*

Les créances sur les établissements de crédit recouvrent l'ensemble des créances détenues au titre d'opérations bancaires sur des établissements de crédit à l'exception de celles matérialisées par un titre. Les créances sur les établissements de crédit sont inscrites au bilan à leur valeur nominale ou leur coût d'acquisition pour les rachats de créances, augmentés des intérêts courus non échus et nets des dépréciations constituées au titre du risque de crédit.

- *Créances avec la clientèle*

Les créances sur la clientèle comprennent les concours distribués aux agents économiques autres que les établissements de crédit, à l'exception de ceux matérialisés par un titre, les valeurs reçues en pension et les créances se rapportant à des pensions livrées sur titres. Les crédits à la clientèle émis sont inscrits au bilan à leur valeur nominale ou leur coût d'acquisition pour les rachats de créances, augmentés des intérêts courus non échus et nets des dépréciations constituées au titre du risque de crédit. Les commissions et coûts marginaux de transaction qui font l'objet d'un étalement sont intégrés à l'encours de crédit concerné.

- *Créances douteuses*

Nonobstant le règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC), l'identification en encours douteux est effectuée notamment en cas de créances impayées depuis plus de trois mois consécutifs au moins en harmonisation avec les événements de défaut définis à l'article 178 du règlement européen n° 575/2013 du 26 juin 2013 relatif aux exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit et les orientations de l'EBA (EBA/GL/2016/07) sur l'application de la définition du défaut et le règlement délégué 2018/1845 de la Banque Centrale Européenne relatif au seuil d'évaluation de l'importance des arriérés sur des obligations de crédit, applicable au plus tard au 31 décembre 2020. La définition des encours en défaut est ainsi précisée par l'introduction d'un seuil relatif et d'un seuil absolu à appliquer aux arriérés de paiement pour identifier les situations de défaut, la clarification des critères de retour en encours sains avec l'imposition d'une période probatoire et l'introduction de critères explicites pour le classement en défaut des crédits restructurés.

- *Dépréciation*

Les créances dont le recouvrement est incertain font l'objet de dépréciations, appréciées dossier par dossier et inscrites en déduction de l'actif, destinées à couvrir le risque de perte. Les dépréciations sont calculées créance par créance en tenant compte de la valeur actuelle des garanties reçues.

Les intérêts sur créances douteuses sont comptabilisés en produits d'exploitation bancaire et intégralement dépréciés.

- *Dettes envers les établissements de crédit*

Les dettes envers les établissements de crédit sont présentées selon leur durée initiale (à vue ou à terme) et les dettes envers la clientèle sont présentées selon leur nature (comptes d'épargne à régime spécial et autres dépôts de la clientèle). Sont incluses, en fonction de leur contrepartie, les opérations de pension matérialisées par des titres ou des valeurs. Les intérêts courus sont enregistrés en dettes rattachées.

Elles sont principalement constituées des dettes qui financent les opérations de crédit-bail et de prêt.

f) Participation et parts dans les entreprises liées

Relèvent de cette catégorie les titres dont la possession durable est estimée utile à l'activité de l'entreprise car elle permet notamment d'exercer une influence notable sur les organes d'administration des sociétés émettrices ou d'en assurer le contrôle.

Les parts dans les entreprises liées sont enregistrées au coût historique. A la clôture de l'exercice, elles font l'objet d'une dépréciation lorsque leur valeur d'utilité est inférieure au coût historique.

La valeur d'usage est appréciée notamment au regard de leur utilité pour l'établissement (caractère stratégique, volonté de soutien ou de conservation) et de critères objectifs (actif net comptable, actif net réévalué, éléments prévisionnels). Les moins values latentes, calculées par lignes de titres, font l'objet d'une dépréciation sans compensation avec les plus values latentes constatées. Les plus values latentes ne sont pas comptabilisées.

g) Provisions pour risques et charges

Ce poste recouvre les provisions destinées à couvrir des risques et des charges directement liés ou non liés à des opérations bancaires au sens de l'article L. 311-1 du Code monétaire et financier et des opérations connexes définies à l'article L. 311-2 de ce même code, nettement précisées quant à leur objet, et dont le montant ou l'échéance ne peuvent être fixés de façon précise.

A moins d'être couverte par un texte spécifique, la constitution de telles provisions est subordonnée à l'existence d'une obligation envers un tiers à la clôture et à l'absence de contrepartie équivalente attendue de ce tiers, conformément aux dispositions du règlement 2014-07 de l'ANC.

h) Instruments financiers à terme

Les opérations de couverture et de marché sur des instruments financiers à terme de taux, de change ou d'actions sont enregistrées conformément aux dispositions du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables.

Les engagements relatifs à ces opérations sont inscrits dans les comptes de hors bilan pour la valeur nominale des contrats. A la date de clôture, le montant de ces engagements représente le volume des opérations non dénouées à la clôture.

Les contrats d'échange de taux et assimilés (accords de taux futurs, garantie de taux plancher et plafond) sont classés selon le critère de l'intention initiale dans les catégories suivantes :

- microcouverture (couverture affectée) ;
- macrocouverture (gestion globale de bilan) ;
- positions spéculatives / positions ouvertes isolées ;
- gestion spécialisée d'un portefeuille de transaction.

BPCE ENERGECO utilise ces instruments exclusivement pour des besoins de couverture (micro ou macro couverture). Ils sont généralement conservés jusqu'à leur échéance. Toutefois, lorsque des mouvements affectent les actifs que ces instruments sont censés couvrir (cessions, levées d'option anticipées) des arbitrages sont réalisés avec des rachats anticipés partiels et le remplacement par des instruments offrant une couverture plus performante.

- *Opérations fermes : Swaps*

Le nominal des engagements est enregistré en hors-bilan. Compte tenu des affectations retenues pour les swaps, les résultats sont enregistrés au fur et à mesure de leur réalisation effective. Les intérêts courus sont comptabilisés prorata temporis à la clôture.

- *Opérations conditionnelles : Caps, Floors, Collars*

Ces opérations conditionnelles sont enregistrées en hors-bilan pour leur montant nominal.

Les primes payées ou encaissées sont inscrites en comptes de régularisation et reprises en charge ou en produit au prorata temporis.

Le différentiel de taux payé ou encaissé à chaque échéance est enregistré en charge ou en produit dans le compte de résultat.

La fraction courue de la charge ou du produit de différentiel d'intérêts, décomptée en fonction de la situation connue à la clôture des taux de référence par rapport aux taux butoirs, est inscrite en charges à payer ou en produits à recevoir.

i) Engagements hors bilan**• Engagements de garantie reçus**

Il s'agit des contre-garanties reçues sur opérations de crédit-bail et immeubles du patrimoine locatif issus des contrats de crédit-bail.

Au 31 décembre 2024, la part d'encours financier garantie est de 354 177 526 Euros.

• Engagements financements donnés

Ils correspondent aux engagements en faveur de la clientèle et sont calculés conformément aux normes réglementaires RUBA.

Au 31 décembre 2024 l'encours des engagements donnés est de 556 021 987 Euros.

j) Intérêts et produits assimilés

Les intérêts et les commissions assimilables par nature à des intérêts sont enregistrés en compte de résultat prorata temporis.

Les commissions et coûts liés à l'octroi ou à l'acquisition d'un concours sont notamment assimilés à des compléments d'intérêts et sont étalés sur la durée de vie effective du crédit au prorata du capital restant dû.

Les autres commissions sont enregistrées selon la nature de la prestation :

- commissions rémunérant une prestation instantanée : enregistrement lors de l'achèvement des prestations ;
- commissions rémunérant une prestation continue ou discontinue avec plusieurs échéances successives échelonnées : enregistrement au fur et à mesure de l'exécution de la prestation.

Ces postes sont principalement constitués des agios sur les comptes bancaires débiteurs, du coût des refinancements à moyen et long terme auprès des établissements de crédit notamment NATIXIS et BPCE.

k) Produits sur opérations de crédit bail et de location avec option d'achat

Ils sont constitués des redevances de crédit-bail, des loyers des baux commerciaux, des charges refacturées, des plus-values de cessions, des dotations et reprises de dépréciations sur créances, des reprises de dépréciation sur immobilisations, des pertes sur créances irrécouvrables et récupérations sur créances amorties relatives à la fraction des loyers douteux dont la dépréciation est obligatoire.

Dans la plupart des cas, les loyers sont facturés d'avance, mais ils peuvent être également facturés à terme échu. La périodicité peut être mensuelle, trimestrielle, semestrielle ou annuelle. Les loyers sont enregistrés en produits comptabilisés d'avance pour la période postérieure à la date d'arrêt, et en produits à recevoir pour la période courant de la dernière échéance à la date d'arrêt.

l) Charges sur opérations de crédit-bail et de location avec option d'achat

Elles regroupent les dotations aux amortissements et provisions, les moins-values de cessions ainsi que les charges récupérables ou non récupérables afférentes aux immeubles.

m) Revenus des titres

Les dividendes sont comptabilisés dès l'affectation du résultat par l'organe compétent. Ils sont enregistrés en « Revenus des titres à revenu variable ».

n) Charges générales d'exploitation

Les charges générales d'exploitation comprennent principalement :

- des impôts et taxes,
- des frais généraux et de fonctionnement, notamment les charges refacturées par BPCE LEASE dans le cadre de la convention de répartition des frais.

o) Coût du risque

Le coût du risque enregistre les pertes irrécouvrables, les dotations et reprises de dépréciations sur la part de capital et intérêts des prêts classés en douteux.

p) Impôts sur les sociétés

Ce poste enregistre l'impôt calculé et également les dotations et reprises de provisions pour risques et charges sur litige fiscal lié à l'impôt sur les sociétés.

q) Intégration fiscale

La société BPCE ENERGECO est intégrée fiscalement au groupe d'intégration fiscale de BPCE SA en tant que sous-filiale du sous-groupe d'intégration fiscale dont la mère est BPCE LEASE.

III – Informations sur les postes du bilan, du hors bilan et du compte de résultat**1.A Crédit à la clientèle**

En milliers d'euros	Durée restant à courir				Non ventilées	31/12/2024 TOTAL	31/12/2023 TOTAL
	-3 mois	+3 m -1 an	+1 an -5 ans	+5 ans			
Autres crédits à la clientèle	32 367	91 676	474 090	578 606		1 176 739	1 113 516
Créances rattachées					6 353	6 353	12 273
TOTAL	32 367	91 676	474 090	578 606	6 353	1 183 091	1 125 789

Provisions sur crédit à la clientèle

En milliers d'euros	Provisions				Total prov 31/12/2024
	31/12/2023	Dotations	Reprises	Virement	
Provision sur créances douteuses	314		314		0
Provision pour perte en capital sur crédit	1 000	2 300			3 300
TOTAL	1 314	2 300	314	0	3 300

1.B Encours financier

En milliers d'euros	Durée restant à courir				31/12/2024 TOTAL	31/12/2023 TOTAL
	-3 mois	+3 m -1 an	+1 an -5 ans	+5 ans		
Crédit bail, encours financiers *	3 331	9 881	43 194	40 044	96 450	30 218
TOTAL	3 331	9 881	43 194	40 044	96 450	30 218

* y compris Réserve Latente de 1 267 K€.

1.C Encours comptable

En milliers d'euros	IMMOBILISATIONS						
Crédit Bail/Location Simple	Valeur brute comptable 31/12/2023	Mouvements de l'exercice 2024					Valeur brute comptable 31/12/2024
		Augmentations			Diminutions		
		Fusion	Acquisitions	Transferts	Cessions	Transferts	
En service	110 793		0		-19 408		91 385
Coût de transaction CRC	0						0
En cours	0		70 231			0	70 231
ITNL	548		0		-548		0
Total Crédit bail	111 341	0	70 231	0	-19 956	0	161 617
Location simple							
TOTAL	111 341	0	70 231	0	-19 956	0	161 617

En milliers d'euros	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS						Immo. nettes 31/12/2024
	Amortis. au 31/12/2023	Mouvements de l'exercice 2024				Amortis. au 31/12/2024	
		Etalement	Dotations	Reprises	Transferts		
		Commission		Cessions			
En service	81 712		3 436	-19 474	0	65 674	25 711
En cours	0						70 231
Coût de transaction	99			660	0	759	-759
ITNL	548		0	-548	0	0	0
TIE							
Total Crédit bail	82 359		3 436	-19 362	0	66 433	95 184
Location simple							
TOTAL	82 359	0	3 436	-19 362	0	66 433	95 184

1.D Créances rattachées au crédit bail et à la location simple

En milliers d'euros	Valeur brute		Provisions				Total prov	Total prov
	31/12/2023	31/12/2024	31/12/2023	Dotations	Reprises	Virement	31/12/2024	31/12/2023
CREDIT BAIL :								
Créances douteuses								
. Sur loyers et accessoires	35	104	6	13	0		19	6
. Sur indemnité de résiliation	0	0	0	0	0		0	0
Créances rattachées	1 252	577	0				0	0
s/total	1 287	682	6	13	0		19	6
LOCATION SIMPLE								
Créances douteuses								
. Sur loyers et accessoires								
. Sur indemnité de résiliation								
Créances rattachées								
s/total								
TOTAL	1 287	682	6	13	0	0	19	6

1.E Tableaux de classement des créances, provisions

En milliers d'euros	Créances (encours financier)				
	Saines	Douteuses	Douteuses compromises	Non ventilées	Total 31/12/2024
Créances sur établissement de crédit	181 408				181 408
Créances sur la clientèle	1 173 020	13 371			1 186 391
Créances sur autres débiteurs divers	3 324				3 324
Créances sur crédit bail mobilier	161 434	104	0		161 539
Créances sur location simple					
Prov./perte en capital prêt douteux		-3 300			-3 300
Prov./créances prêts douteux		0			0
Prov./créances dout. CB immob		-19			-19
Prov./créances dout. Location simple					
Prov dépr. Donnés en CB immob			0		0
Prov dépr. Donnés en LS					
Amortissement crédit-bail immobilier	-65 674		0	0	-65 674
Amortissement location simple	0				
TOTAL	1 453 512	10 157	0	0	1 463 670

1.F Tableau des filiales et participation

	Valeur brute comptable		Valeur nette comptable	
	Début d'exercice 2024	Fin d'exercice 2024	Début d'exercice 2024	Fin d'exercice 2024
A. Renseignements détaillés sur les titres dont la valeur brute dépasse 1 % du capital social				
B. Renseignements globaux sur les autres titres				
OPCI NL INVESTISSEMENT	0	0	0	0

1.G Opérations de trésorerie et interbancaires

En milliers d'euros	31/12/2024	31/12/2023
Créances Etablissement de crédit	181 408	86 167
Dettes Etablissement de crédit	1 352 068	1 141 511

1.H Autres actifs

En milliers d'euros	31/12/2024	31/12/2023
DEBITEURS DIVERS :		
Etat et autres collectivités publiques	3 307	48
Autres débiteurs divers	18	16
Dépôt et cautionnements versés	0	49
Fonds garantie des dépôts	0	0
TOTAL	3 325	114

1.I Comptes de régularisation

En milliers d'euros	31/12/2024	31/12/2023
Produits constatés d'avance		
Charges constatées d'avance		
Produits à recevoir	1 580	2 302
TOTAL	1 580	2 302

1.J Emprunts

En milliers d'euros	Durée restant à courir					TOTAL	TOTAL
	- 3 mois	+3 m - 1 an	+1 an - 5 ans	+ 5 ans	Non ventilé	31/12/2024	31/12/2023
Autres sommes dues	63 024					63 024	11 552
Comptes et emprunts à terme :							
Groupe : NATIXIS	8	246	134	85		473	934
Groupe : BPCE	84	41	221	461		806	847
Hors Groupe	91 327	286 497	356 690	545 698		1 280 211	1 120 137
Dettes rattachées	7 553					7 553	8 041
TOTAL	161 995	286 784	357 045	546 243	0	1 352 068	1 141 511

1.K Provisions pour risques et charges

En milliers d'euros	Montant 31/12/2023	Fusion	Dotations	Reprises	Montant 31/12/2024
Provision pour risques et charges	1 000				1 000
Total	1 000	0	0	0	1 000

1.L Autres passifs

En milliers d'euros	31/12/2024	31/12/2023
Dépôts de garantie	41 221	49 059
Avances-preneurs	8 897	2 737
Fournisseurs à payer	3 141	2 431
Etat et autres collectivités publiques	914	1 117
Subventions d'investissement	124	132
Autres créditeurs divers	38 605	24 094
TOTAL	92 903	79 570

1.M Comptes de régularisation (passif)

En milliers d'euros	31/12/2024	31/12/2023
Produits constatés d'avance	523	523
Charges à payer	859	1 421
Divers comptes de régularisation	0	0
TOTAL	1 382	1 944

1.N Capitaux propres

	31/12/2023 Avant affectation de résultat	Résultat	Affectation de résultat	Dividendes	Montant au 31/12/2024
En milliers d'euros					
Capital	8 320				8 320
Réserve légale	832		0		832
Autres réserves	110				110
Report à nouveau du secteur soumis	3		6		9
Dividendes	0		9 464	-9 464	0
Résultat	9 470	6 752	-9 470		6 752
Prime de fusion	1874				1 874
	0				0
TOTAL	20 609	6 752	0	-9 464	17 897

2 Notes sur le hors-bilan

2.A Opérations sur instruments financiers à terme

En milliers d'euros	HB Notionnel 31/12/2024	IAS Juste valeur 31/12/2024	HB Notionnel 31/12/2023
Swap	314 982	14 029	362 838
Cap			
Collar			
TOTAL	314 982	14 029	362 838

Durée résiduelle des engagements sur instruments financiers à terme

	- 3 mois	+3 mois -1 an	+1 an -5 ans	+ 5 ans	Non ventilé	TOTAL 31/12/2024
Swap	11 998	29 448	152 525	121 011		314 982
Cap						
Collar						
TOTAL	11 998	29 448	152 525	121 011	0	314 982

2.B Engagement de financement

En milliers d'euros	31/12/2024	31/12/2023
Engagements de financement donnés		
En faveur des établissements de crédit	0	0
En faveur de la clientèle	556 022	449 848
Autres engagements	0	0
TOTAL DES ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT DONNES	556 022	449 848
Engagements de financement reçus		
D'établissements de crédit	0	0
De la clientèle	0	0
TOTAL DES ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT RECUS	0	0

2.C Engagement de garantie

En milliers d'euros	31/12/2024	31/12/2023
Engagements de garantie donnés	0	0
Autres garanties		
D'ordre de la clientèle		
TOTAL DES ENGAGEMENTS DE GARANTIE DONNES	0	0
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit	354 178	387 881
TOTAL DES ENGAGEMENTS DE GARANTIE RECUS	354 178	387 881

2.D Autres engagements

Néant.

3 Notes sur le compte de résultat

3.A Intérêts charges et produits assimilés

Produits

En milliers d'euros	31/12/2024	31/12/2023
Intérêts sur comptes créditeurs		
Autres produits divers d'intérêts	0	108
Intérêts sur opérations avec la clientèle	60 026	47 918
Produit d'intérêts sur instruments de taux	12 768	13 143
Total	72 794	61 169

Charges

En milliers d'euros	31/12/2024	31/12/2023
Intérêts débiteurs du compte courant/appel de marge	817	1 101
Intérêts des emprunts	49 762	38 008
Intérêts sur opérations avec la clientèle	1 655	1 736
Intérêts sur engagements de garantie reçus	472	524
Charges sur instruments de taux	4 228	3 337
Total	56 935	44 706

3.B Opérations de crédit bail**Produits**

En milliers d'euros	31/12/2024	31/12/2023
Loyers	4 144	5 720
Solde net des dotations aux provisions sur créances	0	0
Pertes sur créances irrécouvrables	0	0
Reprises dépréciations s/encours financiers et ITNL	0	0
Reprise de provisions spéciales (art 57 & 39)	1	82
Plus-values de cession d'immobilisations	0	1 050
Indemnités de résiliation	0	0
Autres produits	2 974	2 170
Reprises sur prov. pour risques et charges CB	0	0
Total	7 120	9 022

Charges

En milliers d'euros	31/12/2024	31/12/2023
Dotations aux amortissements	3 072	4 041
Dotations aux provisions spéciales	364	90
Dotations dépréciations s/encours financiers et ITNL	0	0
Moins-values de cession d'immobilisations	0	0
Autres charges	468	657
Dotations aux prov. pour risques et charges CB	0	0
Pertes sur créances irrécouvrables (part en intérêts)	0	0
Total	3 904	4 789

3.C Revenus des titres

Néant.

3.D Commissions**Produits**

En milliers d'euros	31/12/2024	31/12/2023
Frais de dossiers	10	20
Commissions de gestion	813	968
Total	823	987

Charges

En milliers d'euros	31/12/2024	31/12/2023
Commissions sur opérations bancaires	3	2
Commissions sur engagement de financement	2	0
Autres commissions	0	0
Total	5	2

3.E Autres produits et charges d'exploitation**Produits**

En milliers d'euros	31/12/2024	31/12/2023
Autres produits accessoires	0	17
Total	0	17

Charges

Néant.

3.F Charges générales d'exploitation

En milliers d'euros	31/12/2024	31/12/2023
Impôts et taxes	1 403	1 266
Services extérieurs fournis par les sociétés du Groupe	7 094	6 784
Autres services extérieurs	56	65
Dotations pour risques et charges	0	0
Reprise pour risques et charges/impôt et taxes	0	0
Total	8 553	8 116

3.G Coût du risque

En milliers d'euros	31/12/2024	31/12/2023
Charge <0 : Produit >0	-1 933	-1 259
Net des dotations et des reprises sur cr.dx clientèle (principal)		
Net des dotations et des reprises sur cr.dx CB (principal)		
Créances irrécupérables CB (principal)		

3.H Impôt sur les bénéfices

En milliers d'euros	31/12/2024	31/12/2023
Impôt au taux normal	-2 656	-2 855
Impôt redressement fiscal	0	0
Impôt contribution exceptionnelle	0	0
Total	-2 656	-2 855

4 Réserve latente

En milliers d'euros	31/12/2024
Immobilisations brutes	161 617
Immobilisations non louées	0
Amortissements et provisions	-65 674
Coût de transaction CRC 2009-03	-759
Immobilisations nettes	95 183
En cours financier net	96 450
Réserve latente brute	1 267
TOTAL Réserve latente avant impôts différés	1 267
Impôts différés à 25,83 %	327
Réserve latente nette	939

IV - Autres informations**a) Consolidation**

Les comptes individuels de BPCE ENERGECO sont intégrés dans les comptes consolidés de BPCE SA domiciliée 7, Promenade Germaine Sablon 75013 Paris.

Conformément à l'article L. 233-17 du Code de Commerce, la société BPCE ENERGECO est exemptée d'établir de comptes consolidés étant elle-même sous contrôle de BPCE qui l'inclut dans ses comptes consolidés.

b) Rémunération des organes d'administration et de direction

Rémunération des membres du Conseil d'Administration

Néant.

Rémunération de la Direction

Néant.

c) Honoraires des Commissaires aux comptes

Montants en milliers d'euros	DELOITTE		PRICEWATERHOUSECOOPERS		TOTAL	
	Montant		Montant		Montant	
	2024	2023	2024	2023	2024	2023
Commissariat aux comptes, examen des comptes individuels	19,5	19,0	19,5	19,0	39,1	38,0
Autres diligences et prestations directement liés à la mission du commissariat aux comptes (SACC 1)	0,6	0,6	0,6	0,6	1,2	1,1

Affectation du résultat

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, suivant la proposition du conseil d'administration, décide d'affecter le bénéfice de l'exercice 2024 d'un montant de 6 751 854,91 €, de la manière suivante :

. Bénéfice de l'exercice 2024	6 751 854,91 €
. Report à nouveau	9 174,36 €
Total disponible :	6 761 029,27 €
. Dividende (soit 13 € par action*)	6 760 000,00 €
. Report à nouveau	1 029,27 €
Total affecté :	6 761 029,27 €

L'assemblée générale constate que le dividende pour l'année 2024, est de 13 € (*) pour chacune des 520 000 actions.

Il sera mis en paiement à compter de la présente assemblée.

L'assemblée générale prend acte que les dividendes distribués, au titre des trois exercices précédents, ont été les suivants :

EXERCICE	DIVIDENDE NET	MONTANT GLOBAL DU DIVIDENDE DISTRIBUE
2021	17,88 € par action*	9 297 600,00 €
2022	16,97 € par action*	824 400,00 €
2023	18,20 € par action*	464 000,00 €

(*) Les dividendes sont éligibles à l'abattement en application des dispositions de l'article 158-3 2° du CGI.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Rapport de gestion.

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège social 7 Promenade Germaine Sablon 75013 Paris.